



Fête Internationale des Travailleurs

Chères, Chers Collègues,
Chères, Chers Camarades,
Travailleurs, Travailleuses,

Nous sommes réunis en ce jour international de lutte par notre condition de travailleur et de travailleuses, donc par notre travail. Il est important de le rappeler parce qu'on a parfois l'impression que nos concitoyens, nos dirigeants, oublient tout ce qu'ils doivent à notre travail.

Certains vont même jusqu'à penser que le travail est en voie de disparition, qu'il y en a de moins en moins ou qu'il devrait disparaître, vieux songe des capitalistes rêvant que leurs lingots se reproduisent tout seul.

Le travail est en mutation. Les tâches d'exécution diminuent quand croissent les tâches de conception et ce dans tous les métiers, tous les types d'emplois. Le travail ne disparaît pas, il devient moins visible.

Les employeurs cherchent eux-aussi à disparaître. Ils se mettent à distance de leurs salariés et donc de leurs responsabilités en matière de conditions de travail, de rémunération, de cotisations sociales, de droit syndical...

Aujourd'hui, seule une élite se réserve l'accès au travail le plus prestigieux et le mieux rémunéré tandis que les autres sont voués à des tâches dégradées, à des conditions de travail sordides, à des emplois précaires ou sont tout simplement privés d'emplois .

Portons notre attention sur les idées « en-marche » : (idées vieilles de 30 ans)
« baisser les charges » ce qui signifie continuer encore et encore à baisser nos salaires en dégradant notre protection sociale.

« former les chômeurs » c'est-à-dire leur faire comprendre qu'ils sont responsables

de leur situation économique et donc les préparer à accepter n'importe quel travail, à n'importe quelle condition, sans quoi ils n'auront plus de revenu. Sauf que ces travailleurs d'aujourd'hui que nous sommes, sont en réalité hautement qualifiés puisqu'ils sont de plus en plus productifs. Ceci grâce à la massification de l'enseignement public secondaire et supérieur. Cette massification a été réussie grâce à l'engagement de tous les enseignants du premier comme du second degré et notamment de ceux de la FSU, les seuls à porter ce mandat d'élévation du niveau de qualification.

Comme ces mesures creusent les inégalités et génèrent de la misère, alors d'autres mesures, encore plus folles, se diffusent de plus en plus, celles de l'extrême-droite. Pour progresser, notamment dans notre département, l'extrême-droite ne recule devant aucune méthode quitte à dresser les habitants de la France les uns contre les autres ou à détourner des fonds publics. Elle n'hésite pas non plus à reprendre des revendications du mouvement syndical comme la retraite à 60 ans. Ces méthodes comme ces emprunts, purement électoralistes, ne doivent laisser aucun doute quant à la nature profondément raciste, anti-sociale et anti-démocratique de ce mouvement.

Là où il est déjà parvenu au pouvoir en se faisant le défenseur des "oubliés", des plus démunis, les premières mesures prises par ces municipalités sont allées dans une toute autre direction : restriction des services publics et suppression des subventions des associations de solidarité.

Il n'y a aucun doute à avoir : quand l'extrême-droite dit qu'elle réduira le chômage en fermant les frontières et en rapatriant le travail fait aujourd'hui dans des pays à bas salaires et faible réglementation (notamment en matière de droit syndical), c'est pour que ce travail à bas salaire et faible réglementation soit fait en France ! Ce n'est pas pour améliorer les conditions de travail et la protection sociale des salariés. C'est juste pour nous tromper le temps de l'élection.

L'extrême-droite est contre tous les droits des salariés.

L'extrême-droite représente un danger pour toutes les valeurs d'égalité, de solidarité, de progrès social et de liberté qui fondent l'engagement de la FSU.

Alors, que faire ?

Et bien nous devons faire entendre nos propositions :

Il faut réduire le temps de travail pour mieux partager les gains de productivité.

Il faut démocratiser l'enseignement secondaire et supérieur pour continuer d'élever le niveau de qualification pour poursuivre ces gains de productivité.

Il faut lutter pour que les différentes voies (générales, technologiques et professionnelles) soient également considérées et cessent de reproduire les inégalités sociales entre les enfants de cadre, de techniciens et d'ouvriers.

De même, il faut lutter dans l'enseignement comme au travail contre les discriminations entre les hommes et les femmes, pour que tous les métiers utiles socialement bénéficient de la même reconnaissance.

Il faut resserrer l'échelle des revenus, c'est-à-dire revaloriser les salaires des métiers les moins bien rémunérés tels que ceux des services aux personnes par exemple.

Mais ces mandats de la Fsu ne peuvent être portés que dans un cadre démocratique permettant l'expression et l'organisation des salariés. Car nous le savons tou-te-s, seules nos luttes collectives, appuyées sur un fort mouvement syndical, sont source de progrès social.

Pas une voix pour le Front National !

Libertés pour le mouvement syndical !